



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture d'Ille-et-Vilaine
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité
Publique

INSTALLATION CLASSÉE POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

N° 44426

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION DE SUCCESSION

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article R. 512-68 modifié du code de l'environnement et la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 42831 délivré le 6 octobre 2015 à l'EARL SOC ELEVAGE pour l'exploitation d'un élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Chemin » à JAVENÉ ;

Vu le récépissé de succession n° 43962 délivré le 11 avril 2018 au GAEC SOC ELEVAGE pour l'exploitation de l'installation susvisée ;

Vu le courrier reçu le 21 juillet 2020 par lequel la SCEA SOC ELEVAGE, dont le siège social se situe au lieu-dit « Le Bois Courée » à LA SELLE-EN-LUITRÉ, déclare avoir succédé au GAEC SOC ELEVAGE dans l'exploitation de l'installation susvisée ;

Reconnaît avoir reçu de la SCEA SOC ELEVAGE, la déclaration prévue par l'article R. 512-68 modifié du code de l'environnement pour l'exploitation de l'installation précitée ;

Le déclarant devra se conformer aux prescriptions générales applicables aux activités exploitées dans l'installation, ainsi qu'à toutes autres prescriptions réglementaires, notamment celles concernant l'urbanisme.

Rennes, le **05 AOÛT 2020**

Pour la Préfète,
la Directrice

Anne BARBRÉ

AVIS IMPORTANT

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le titulaire du présent récépissé est tenu de respecter les prescriptions ci-après :

1°) Les prescriptions du livre II du code de travail et du décret du 10 juillet 1913, modifié le 9 janvier 1934, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs seront observées.

2°) L'administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire, ultérieurement, les modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique, et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre, de ce chef, à aucun dédommagement.

3°) Indépendamment des prescriptions édictées par l'administration préfectorale, les droits des tiers demeurent réservés.

4°) Le titulaire du présent récépissé, son représentant ou locataire devra toujours être en possession de ce titre et le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

5°) Le changement de propriétaire ou de représentant, la mise en location, le changement de locataire ne saurait avoir d'effet à l'encontre des prescriptions édictées dans l'arrêté réglementaire qui demeureront applicables à tout exploitant de l'établissement, quelle que soit la forme de contrat qui le liera au titulaire du présent récépissé.

Conformément à l'article R. 512-68 du code de l'environnement - partie réglementaire et légale – livre V, le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet d'Ille-et-Vilaine, dans le délai d'un mois qui suivra la prise de possession.

6°) Le présent récépissé cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou cesse d'être exploité pendant plus de deux années consécutives. Un nouveau dossier de déclaration devra être produit.

7°) L'administration préfectorale doit être avisée immédiatement de toute modification apportée à l'établissement dans son aménagement ou dans son fonctionnement ainsi que de sa fermeture momentanée ou définitive.

8°) Conformément aux dispositions de l'article R. 512-49 du code de l'environnement – partie réglementaire et légale – livre V, un exemplaire du présent récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie du lieu d'installation où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance sur place.